



INFO LUTTES

Montreuil, le 4 novembre 2020

PAS DE PAUSE DANS LES LUTTES !

La mobilisation de milliers de cheminots de Rhône-Alpes, d'Occitanie, de Normandie, de Lille, d'Amiens, de Paris Nord, de Paris Sud Est, de Reims... ne se dément pas !

Développement du Service Public, amélioration des conditions de travail, augmentation des salaires, emplois supplémentaires, refus de la concurrence, défense des métiers, maintien et développement des facilités de circulations... sont des revendications portées dans de multiples actions initiées par la CGT.

Malgré le contexte sanitaire, construire des luttes collectives est possible. C'est même une nécessité !

OUVERTURE À LA CONCURRENCE : LES CHEMINOTS DES HAUTS-DE-FRANCE NE CÈDENT PAS !

Plus de 200 cheminots de Lille, d'Amiens de Paris Nord..., rejoints par des usagers et élus politiques, étaient rassemblés le 23 octobre dernier à Lille.

Le Conseil Régional Hauts-de-France, présidé par Xavier Bertrand, a décidé d'instaurer une dose de concurrence au TER. Les cheminots lui répondent en direct et exigent l'abandon de cette mauvaise « bonne idée ».

Sous prétexte d'une mauvaise qualité de service, conséquence des réformes catastrophiques, ils nous ressortent la vieille recette qui consiste à dire aux usagers : « grâce à la concurrence, tout ira mieux ».

Les usagers de l'Etoile d'Amiens, de la ligne Paris-Beauvais et de L'Etoile de Saint-Pol méritent mieux que d'être livrés aux appétits des entreprises privées !



La CGT estime qu'il est encore temps de renoncer à cette volonté d'instaurer la concurrence qui pénaliserait le système ferroviaire.

D'autres régions, comme la Bretagne et l'Occitanie, ont d'ores et déjà refusé la mise en concurrence de leur réseau régional, preuve qu'il existe d'autres moyens que la concurrence pour exiger de la SNCF un meilleur service. La priorité est donc le retour à une entreprise publique unique et intégrée.

Le service public ferroviaire doit être préservé et amélioré, mais certainement pas livré aux entreprises privées.

Cette journée d'action était une étape, amplifions la mobilisation et imposons d'autres choix ! Le président du Conseil Régional HDF continuera d'entendre la colère des cheminots et des usagers !



► LES CHEMINOTS MOBILISÉS ACCUEILLENТ LE PRÉSIDENT FARANDOU !

Alors que le Premier ministre, le ministre chargé aux transports, le président du Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes et les différents élus régionaux s'étaient donné rendez-vous au Technicentre de Clermont-Ferrand pour signer un plan de relance ferroviaire entre l'État et la région, le 5 octobre dernier, le président Farandou comptait venir sans rencontrer les agents du site.

C'était sans compter sur la détermination des cheminots et de la CGT. Une centaine d'entre eux l'ont interpellé sur l'avenir des lignes régionales, la relance du Fret SNCF, l'emploi, les conditions de travail, le mal-être au travail et sur les salaires.

Les cahiers revendicatifs des syndicats ont ensuite été remis au président lors de l'audience qui a suivi. Les cheminots et les usagers de la région ne sont pas des citoyens de seconde zone ! Le rail est vital et il a un avenir sur notre territoire !

Le mécontentement des cheminots se fait également ressentir en Haute-Loire, où les cheminots se mobilisent pour maintenir l'emploi dans les gares du département. Il en est de même chez les ADC qui se battent, eux aussi par la grève, pour leurs conditions de travail et le respect de la réglementation, et contre une direction revancharde qui n'hésite pas à sanctionner les cheminots voulant faire respecter leurs droits.



► OCCITANIE, UN RASSEMBLEMENT DE HAUTE TENUE !

Plus de 200 cheminots d'Occitanie se sont rassemblés à l'appel de la seule CGT devant la Direction Régionale SNCF à Montpellier.

Ils ont accueilli comme il se doit le Président de la SNCF, Jean-Pierre FARANDOU, sur le parvis, alors que les autres organisations syndicales l'attendaient sagement dans les bureaux de la Direction.

Salaires, conditions de travail, emploi, avenir des petites lignes, charges de travail et une structuration du groupe SNCF en cinq Sociétés Anonymes (SA), qui complexifie et rigidifie le Service Public ferroviaire, sont les principales préoccupations des cheminots actifs et retraités, qui ont ainsi vivement interpellé le Président de la SNCF.



L'ensemble des syndicats CGT des Secteurs de Montpellier et Toulouse ont ainsi remis plus de 400 revendications locales chiffrées et argumentées au Président du GPU.

Masqués, dans le respect des mesures sanitaires, les cheminots, avec la CGT, ont ainsi tracé les pistes de nouvelles mobilisations sur les salaires comme sur l'avenir de l'entreprise et du Service Public.

► MOBILISÉS, DES LIGNES BOUGENT !

A l'instar de la région Occitanie, plus de 150 Cheminots, à l'appel de la seule CGT, sont venus de toute la Normandie pour interpeller le Président du GPU SNCF le 22 octobre dernier.

Ils ont fait part de leur mécontentement et ont exigé d'être entendus quant à leurs revendications légitimes, à savoir : plus d'emplois, une augmentation des salaires, le maintien et le développement des facilités de circulation pour tous les cheminots et leurs ayants-droit, plus de moyens pour assurer le service public dans les activités Fret et Voyageurs sur le territoire de la Normandie, ainsi que davantage de moyens pour les Activités Sociales et Culturelles des cheminots.

A noter que Jean-Pierre Farandou n'est pas venu avec une farandole d'annonces, mais il a quand même dû s'engager auprès des usagers à l'égard d'un plan de transport délétaire en Normandie.





Le travail mené par la CGT avec les associations d'usagers et le Comité de Vigilance Ferroviaire Normand afin de gagner le développement du service public ferroviaire fait bouger les lignes ! Il a donc été obtenu :

- 3 rames TGV déployées sur Paris-Rouen-Le Havre, pour suppléer l'arrivée tardive des OMNEOS jusqu'en Mai 2021 ;
- Le maintien en circulation de 41 voitures Corail et 5 locomotives au-delà des délais prévus, avec 50 agents supplémentaires dans les Technicentres de Normandie et de Clichy ;

- Cinq agents supplémentaires dédiés à l'information Voyageurs.

Ces engagements sont aussi à mettre au crédit de l'action des cheminots présents à ce rassemblement, à l'appel de la CGT !

► ZP SE : L'EMPLOI COMME PRIORITÉ

Le 15 octobre dernier, un rassemblement était organisé à Lyon devant le siège de la Zone de Production Sud-Est, contre la CCR unique et contre la fusion des INFRALOG/INFRAPOLE.

Plus de 400 cheminots se sont rassemblés à l'appel des secteurs CGT du périmètre.

Des cheminots de PACA, du Languedoc-Roussillon, de Dijon, des Alpes, d'Auvergne et de Paris-Sud-Est ont fait le déplacement.

Avant le rassemblement devant le siège de la Zone de Production Sud-Est, les cheminots ont interpellé la direction de l'INFRALOG de Lyon, et lui ont remis une pétition du secteur CGT de Lyon ayant recueilli plus de 300 signatures.

Au-delà de cette action revendicative réussie, de nombreuses pétitions, audiences, DCI et préavis de grève ont été déposés depuis et pendant la période estivale.

Beaucoup de ces démarches ont porté leurs fruits. Des lignes bougent et dans certains cas, des avancées significatives sont obtenues. C'est notamment le cas aux Trains, avec la renégociation de protocole congés Ouigo, l'amélioration des conditions de travail et la révision des projets de roulements période B Ouigo, la majoration de la prime de travail pour les ASCT TER de Part-Dieu, commission roulement supplémentaire pour les ASCT TER...



► REIMS : VENTE/ESCALE, AU REVOIR LA POLYVALENCE !

Conduite de bout en bout par **la seule CGT**, la bataille contre la réorganisation des métiers de la vente et de l'escale est une première victoire !

La direction, acculée, a été obligée de reconnaître le bien-fondé des arguments développés par la CGT depuis le début du projet. Elle admet enfin que les cheminots avaient raison de refuser la création d'un nouveau métier polyvalent, par ailleurs sans aucun cadrage et aucune perspective d'avenir. La polyvalence qu'elle entendait mettre en place localement n'apportait aucune amélioration de la production, des conditions de travail des agents, au contraire, et avait pour seul but de supprimer des emplois.

La direction renvoie donc à plus tard ce projet, tout en ouvrant des discussions au sein des directions régionales, locales et nationales.



Quoiqu'il en soit, la CGT continuera à suivre ce dossier de près aux côtés des cheminots de la vente et de l'escale !

De nouveaux groupes de travail auront lieu dans les mois qui viennent, la CGT, avec les cheminots concernés, construiront un véritable projet

qui ne mette pas à mal les collectifs de travail, qui soit utile au service public SNCF, créateur d'emplois, et qui rassemble les cheminots.

C'est bien grâce aux divers rassemblements et au rapport de force créé que la direction a été contrainte de suspendre son projet !

Ce n'est pas individuellement mais unis, rassemblés et mobilisés, que la lutte paie.



► PARIS RIVE GAUCHE, DES LUTTES, DES LUTTES ET DES VICTOIRES !

Le 8 octobre 2020, après 400 jours de lutte pour faire céder la direction sur la dénonciation et le non-respect des accords locaux, **les ADC (TA de l'ETP N&U) de Montparnasse gagnent !** C'est la fin des prises de service avant 6h et des engagements sur le montage des journées de soirée pour le changement de service 2021. C'est une avancée importante sur les conditions de vie des cheminots. Le combat continue sur l'avenir des TA et la question centrale de la multi-activité sur le site.



Le 15 octobre 2020, la colère gronde **chez les Agents de Maintenance du TNC Paris-Austerlitz**. Coup de semonce à l'atelier de Massena ! Un débrayage spontané de près de 100 cheminots, organisé par le syndicat CGT de site, a lieu. En cause, les « mesures » de protection du personnel relatives au COVID-19 ! La direction reconnaît ne pas avoir été à la hauteur ! Après lui avoir rappelé ses obligations légales en matière de santé au travail, et surtout le sous-effectif sur le site, la direction s'est engagée à revoir sa copie immédiatement. Le recensement des besoins en emploi se poursuit.

Le 22 octobre 2020, ce sont, cette fois-ci, **les agents de manœuvre TER de Montparnasse (Ets TER Centre Val de Loire)**, soutenus par les militants des syndicats CGT de Montparnasse et Versailles, qui, au terme de 3 jours d'une grève massive, obligent la direction à annoncer :

- La réalisation des formations et renouvellement des habilitations CO nécessaires ;
- La majoration de la prime de travail de 20 % sur 6 mois ;
- Une gratification de 400 € en compensation du non-nettoyage des tenues de travail ;
- L'attribution de l'Indemnité de Sujétion Transilien ;
- Le nettoyage complet et la remise aux normes des locaux de travail et de vie.

Avec l'accord des grévistes, la CGT lève le préavis en signe de victoire. 6 collègues adhèrent à la CGT durant ce conflit.

Consécutivement à la démarche syndicale construite par les Syndicats CGT de Brétigny, de Juvisy et de Massy avec les agents commerciaux du sud de la ligne C (nombreuses tournées, une DCI et un préavis de grève) concernant les conditions de travail, les projets de réorganisations des Équipes Mobiles de Ligne, les suppressions de postes dans les « petites » gares. Là aussi des lignes bougent !

Ainsi, le **02 novembre 2020**, une délégation d'agents, avec la CGT, a rencontré la direction. Il en ressortira un report de la réorganisation des EML du 1^{er} décembre au 1^{er} février 2021. Une 1^{ère} victoire pour une 1^{ère} mobilisation qui en appelle d'autres !

